

270.000

signatures sur change.org

**Stop Directive
Secret des affaires!**

change.org/secretdesaffaires

LETTRE OUVERTE

[Adressée au Président de la commission JURI Pavel SVOBODA et 50 autres eurodéputés](#)

Ne laissons pas les entreprises dicter l'info - Stop à la Directive Secret des Affaires !

Bientôt, les journalistes et leurs sources pourraient être attaqués en justice par les entreprises s'ils révèlent ce que ces mêmes entreprises veulent garder secret. A moins que nous ne réagissions pour défendre le travail d'enquête des journalistes et, par ricochet, l'information éclairée du citoyen.

Sous couvert de lutte contre l'espionnage industriel, le législateur européen prépare une nouvelle arme de dissuasion massive contre le journalisme, le "secret des affaires", dont la définition autorise ni plus ni moins une censure inédite en Europe.

Avec la directive qui sera bientôt discutée au Parlement, toute entreprise pourra arbitrairement décider si une information ayant pour elle une valeur économique pourra ou non être divulguée. Autrement dit, avec la directive "Secret des Affaires", vous n'auriez jamais entendu parler du scandale financier de Luxleaks, des pesticides de Monsanto, du scandale du vaccin Gardasil... Et j'en passe.

Notre métier consistant à révéler des informations d'intérêt public, il nous sera désormais impossible de vous informer sur des pans entiers de la vie économique, sociale et politique de nos pays. Les reportages de "Cash Investigation", mais aussi d'autres émissions d'enquête, ne pourraient certainement plus être diffusés.

Avec ce texte, un juge saisi par l'entreprise sera appelé à devenir le rédacteur en chef de la Nation qui décide de l'intérêt ou non d'une information. Au prétexte de protéger les intérêts économiques des entreprises, c'est une véritable légitimation de l'opacité qui s'organise.

Si une source ou un journaliste "viole" ce "secret des affaires", des sommes colossales pourraient lui être réclamées, pouvant atteindre des millions voire des milliards d'euros, puisqu'il faudra que les "dommages-intérêts correspond(ent) au préjudice que celui-ci a réellement subi". On pourrait même assister à des peines de prison dans certains pays.

Face à une telle menace financière et judiciaire, qui acceptera de prendre de tels risques ? Quel employé - comme Antoine Deltour à l'origine des révélations sur le scandale Luxleaks - osera dénoncer les malversations d'une entreprise ? Les sources seront les premières victimes d'un tel système, mais pas un mot ne figure dans le texte pour assurer leur protection.

Les défenseurs du texte nous affirment vouloir défendre les intérêts économiques des entreprises européennes, principalement des "PME". Étonnamment, parmi celles qui ont été en contact très tôt avec la Commission, on ne relève pas beaucoup de petites PME, mais plutôt des multinationales rôdées au lobbying : Air Liquide, Alstom, DuPont, General Electric, Intel, Michelin, Nestlé et Safran, entre autres.

Ces entreprises vont utiliser ce nouveau moyen offert sur un plateau pour faire pression et nous empêcher de sortir des affaires ...

Vu l'actualité Luxleaks, nous ne tolérons pas que nos élus se prononcent sur un texte aussi grave pour la liberté d'expression sans la moindre concertation avec les représentants de la presse, les lanceurs d'alertes et les ONG. Seuls les lobbies industriels ont été consultés.

Nous, journalistes, refusons de nous contenter de recopier des communiqués de presse pour que vous, citoyens, restiez informés. Et comme disait George Orwell : *"Le journalisme consiste à publier ce que d'autres ne voudraient pas voir publié : tout le reste n'est que relations publiques".*

C'est pourquoi je demande, avec l'ensemble des signataires ci-dessous, la suppression de cette directive liberticide.

Le 16 juin prochain, une commission de députés européens, la commission JURI, se réunira pour valider ou non ce texte. C'est le moment de nous mobiliser pour dire non à la censure en Europe.

* * *

(English version)

OPEN LETTER

270.000

signatures on change.org

**Stop Trade
secrets Directive !**

change.org/tradesecrets

Companies shouldn't decide what gets published! Stop the #tradesecrets directive now!

Soon, journalists and their sources could be sued by companies if they reveal what these companies want to keep secret. Unless we react to defend the investigative work of journalists and, by extension, the right for citizen to be informed.

Under the alibi of the fight against industrial espionage, the European Parliament is preparing a new massive weapon against journalism, "**trade secrets**", whose definition allows not less then an **unprecedented censorship in Europe.**

With the directive soon to be discussed in the European Parliament, any company can arbitrarily decide on whether information with economic worth should be published. In other words, with the directive "Trade Secrets" you would never had heard about the financial scandal Luxleaks, pesticides from Monsanto, or the Gardasil scandal ... And many more.

As our job is to reveal information of public interest, it will be now impossible for us to inform you about whole areas of economic, social and political development of european countries. The TV show "Cash investigation", but also other investigation show could certainly no longer be broadcasted.

With this bill, a judge seized by a company will become the editor in chief of our Nations, deciding what's worth reporting. On the pretext of protecting the economic interests of businesses, it is a true legitimation of opacity that is organized.

If a source or a journalist "violates" the "trade secrets", colossal sums might be claimed by the holder of a so-called trade secrets, up to millions or even billions of euros, as they should be "commensurate to the prejudice suffered". One could even attend imprisonment in some countries.

With such a financial threat, who will now accept to take so much risk?

Which employee - as Anthoine Deltour that originally revealed the scandal Luxleaks - will dare denounce a business malpractice? The sources will be the first victims of such a system, but not a word in the text to ensure their protection.

Text defenders say that they want to defend the economic interests of European companies, mainly small and medium ones. Surprisingly, among those who have been in contact early with the Commission on this project, not many small businesses but rather multinational lapped lobbying: Air Liquide, Alstom, DuPont, General Electric, Intel, Michelin, Nestle and Safran, among others.

These companies will use this new medium offered on a tray to pressure and prevent us from putting out some scandals ...

Given the Luxleaks news, we do not tolerate that our official elected shall decide on such a serious text concerning freedom of expression without any consultation with representatives of the press, whistleblowers and NGOs. **Only industrial lobbies were consulted.**

We journalists refuse to only reprint press releases so that you, citizens, stay informed. And as George Orwell said: "Journalism is to publish what others would not want published: everything else is public relations."

I therefore request, with all the signers below, the removal of this draconian directive.

On June 16th, a committee of MEPs, the JURI Committee, will meet to validate or not the text. This is the time to mobilize ourselves to say no to censorship in Europe.